SÉANCE PUBLIQUE

UN ŒIL SUR ...

by Séance Publique

#ÉTAT : LES GRANDS PROJETS

Dossier n°2 - Septembre 2023

EMMANUEL MACRON RÉUNIT LES CHEFS DE PARTIS

Le 24 août dernier, le Président de la République, au cours d'un entretien fleuve avec le magazine Le Point, avait annoncé une **« initiative politique d'ampleur »** pour marquer sa rentrée politique.

Il y avait notamment déclaré : « Face aux épreuves que notre pays a vécues récemment et aux risques de division, je considère que ma responsabilité est de proposer à toutes les forces politiques représentées dans nos Assemblées d'essayer d'agir ensemble. **C'est pourquoi je veux les réunir à propos de la situation internationale et ses conséquences sur la France** (…) avec pour objectif de prendre des décisions pour renforcer l'indépendance de notre pays et de rebâtir notre nation et ce qui la tient (…) ».

Ainsi, le **31 août dernier, Emmanuel MACRON a réuni, au sein de la Légion d'Honneur de Saint-Denis (93), les 11 chefs de partis (dix hommes et une femme),** de la majorité comme de l'opposition. L'objectif était d'engager une conversation avec les différents leaders des forces politiques du pays sur **les différents sujets structurant l'actualité nationale et internationale, ainsi que sur les problématiques et aspirations quotidiennes des Français.**

Il est également à noter que la Première ministre **Elisabeth BORNE** – assise à la droite du Président – et les trois Présidents de chambres du Parlement et de la Société civile (CESE), **Yaël BRAUN-PIVET**, (REN – Yvelines) Présidente de l'Assemblée nationale, **Gérard LARCHER** (LR – Yvelines) Président du Sénat et **Thierry BEAUDET**, Président du Conseil Economique, Social et Environnemental étaient conviés, de par leur rôle institutionnel et démocratique de premier plan.

Outre leur fonction de chefs politiques, les différentes institutions étaient suffisamment représentées pour être soulignées, avec une majorité d'élus de l'Assemblée nationale, mais aussi deux Sénateurs, un député européen, un maire de grande ville, et deux hauts fonctionnaires.

Cependant, **le groupe Libertés, Indépendants et Outre Mers** représenté à l'Assemblée nationale **n'a pas été convié à la rencontre, car non structuré en parti.**

LES LEADERS PRÉSENTS

Jordan BARDELLA
Président du Rassemblement National et candidat aux élections européennes

François BAYROU
Président du Modem
(Haut-commissaire au Plan, maire de Pau)

Manuel BOMPARD
Coordinateur du mouvement La France Insoumise
(LFI – Bouches-du-Rhône)

Eric CIOTTI
Président du parti Les Républicains
(LR – Alpes Maritimes)

Olivier FAURE
Premier secrétaire du Parti Socialiste
(SOC – Seine-et-Marne)

Laurent HENART
Président du Parti Radical
(Président du CA de VNF, ancien maire de Nancy)

Hervé MARSEILLE
Président de l'UDI
(UDI – Hauts-de-Seine)

Edouard PHILIPPE
Président du parti Horizons
(maire du Havre, ancien Premier ministre)

Fabien ROUSSEL
Secrétaire national du parti communiste français (GDR – Nord)

Stéphane SEJOURNE
Secrétaire général de Renaissance
(Député Européen - Renew)

Marine TONDELIER
Secrétaire nationale d'Europe Ecologie Les Verts
(EELV – Pas-de-Calais),

#RentréePolitique

#Représentation

#Debats

DÉBATS DE RENTRÉE

Une conférence sociale sur les minima sociaux ?

Emmanuel MACRON, depuis son premier mandat, **n'avait pas poursuivi le rite des conférences sociales,** récurrentes au cours du quinquennat de François HOLLANDE.

Cependant, **dans un contexte de forte inflation**, sans pour autant d'augmentation associée des salaires, la demande des oppositions, notamment de gauche d'en organiser une a été finalement validée par le Président au cours de la réunion.

Le thème majeur de la prochaine, début octobre, sera principalement axé autour des **carrières des salaires minima situées en deçà du Smic de certaines branches.**

Cette décision permettra notamment de **donner des gages aux oppositions** en mettant à **l'agenda un sujet consensuel,** tout en fixant un cadre pour les entreprises.

LES DIFFÉRENTS THÈMES ABORDÉS

International

Le Président et les chefs de partis ont commencé la séance par discuter de **l'actualité internationale** (3h30 de discussions au total), d'abord sur la situation de l'Ukraine avec cartes du ministère des Armées à l'appui, puis sur **les opérations en cours au Niger et au Gabon**, et enfin une discussion géopolitique générale sur les **affrontements en cours, entre le Maroc et l'Algérie, et les Etats-Unis et la Chine.** L'ensemble des participants se sont accordés sur le statut de **puissance d'équilibre de la France,** héritée de la doctrine gaullienne, ainsi qu'un soutien unanime à l'Ukraine.

Réforme des institutions

Un **diagnostic partagé** s'est également dégagé sur le thème des **institutions, estimées « fatiguées »** par l'ensemble des participants, mais les solutions proposées pour les moderniser et **redonner confiance auprès des Français** ont en revanche divergé. Il a notamment été question d'un **retour du cumul des mandats à l'échelle locale, du statut et des moyens dont disposent les élus, et de l'introduction d'une dose de proportionnelle à l'échelle départementale.**

La **question du référendum** a également fait l'objet de nombreux débats. Emmanuel MACRON y a notamment accepté **de mettre en discussion le champ d'application de l'article 11 de la Constitution** qui limite initialement le recours au référendum aux thèmes économiques, sociaux et environnementaux, mais qui en excluait d'autres sujets comme l'immigration – une proposition que Les Républicains et le Rassemblement National poussent depuis plusieurs semaines. Le Président a fermé la porte à toute forme de referendum sur des thèmes figurant dans des lois (projets comme propositions) adoptées par le Parlement - Une disposition par ailleurs déjà présente dans la Constitution, qui proscrit la mise au référendum d'un sujet dans les deux années suivant son adoption définitive. Une question a également émergé à ce sujet : **faudra-t-il instaurer un seuil de participation minimale pour entériner le résultat d'un référendum ?**

Immigration

La troisième partie des discussions sur le thème « Faire France » a abordé longuement le sujet de l'immigration, au cœur de l'actualité avec le **débat autour de la régularisation des travailleurs étrangers dans les métiers en tension,** le Président a précisé qu'il reviendra au ministre de l'Intérieur Gérald DARMANIN, porteur du texte, et au Parlement de poursuivre le travail et trouver un accord final.

RÉACTIONS & PRISES DE POSITION

La France Insoumise

Manuel BOMPARD s'est prononcé pour la gratuité des fournitures scolaires, position à laquelle le chef de l'Etat a répondu ne pas y être opposé, mais en estimant que cela remettrait en cause l'existence de l'allocation de rentrée scolaire

Parti Communiste Français

A l'issue de la rencontre, Fabien ROUSSEL avait refusé d'apposer sa signature au bas des mesures retenues par les dirigeants de l'alliance NUPES, en se focalisant sur « la lutte contre la vie chère et les bas salaires » au détriment d'un referendum sur les retraites, réclamé par la NUPES. Il s'est dit par ailleurs ouvert à un « consensus » avec la majorité présidentielle, « pourvu qu'il se fasse dans l'intérêt des classes populaires prises à la gorge par l'inflation ».

La tenue de la conférence sociale sur les salaires en dessous du SMIC convient par ailleurs au leader du PCF, qui s'est coordonné avec les représentantes de la CGT et de la CFDT sur les futures actions à prendre.

Renaissance

Le Secrétaire général Stéphane SEJOURNE s'est dit favorable à la suppression de l'article 49.3 de la Constitution (considéré comme « violent » par les oppositions de gauche), mais en incluant l'introduction de la proportionnelle intégrale aux élections, et le décalage du calendrier électoral présidentielle-législatives – qui concorde depuis l'instauration du quinquennat par Jacques CHIRAC, en 2000.
Une position partagée également par Olivier FAURE, 1er Secrétaire du PS.

Les Républicains

Eric CIOTTI a formulé deux propositions principales :

- **International :** Une relance de l'Union pour la Méditerranée - organisation intergouvernementale fondée en 2008 regroupant 42 pays pour promouvoir le dialogue dans la région euro-méditerranéenne, idée héritée de Nicolas Sarkozy.
- **Logement :** Adapter les plafonds d'obligation de construction de logements sociaux fixés aux communes (20 ou 25%) et préfèrerait un seuil par quartier.

Rassemblement National

Jordan BARDELLA a poussé plusieurs sujets « essentiels » selon lui :

- **Inflation :** faire un geste pour le pouvoir d'achat des Français, notamment avec la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité – sujet controversé sur la véritable portée économique d'une telle mesure.
- **Immigration :** La tenue d'un grand referendum sur l'immigration – une proposition partagée également par Les Républicains.
- **Institutions :** L'instauration d'une dose de proportionnelle aux élections législatives, une idée portée de longue date par le parti, qui permettrait d'augmenter son nombre de représentants à l'Assemblée nationale. Également, la revalorisation des indemnités des élus locaux et la création du conseiller territorial, fusion du conseiller départemental et régional, pour simplifier le millefeuille administratif, reprise d'une proposition de Nicolas SARKOZY.

DÉCRYPTAGE

Vers un cycle de rencontres ? Quel(s) interet(s) pour le président Emmanuel Macron ?

Le couple exécutif semble de son côté vouloir **poursuivre ce format de rencontres.** En témoigne notamment, la convocation par le Première ministre de l'ensemble des chefs de partis, le 18 septembre, pour leur présenter en « avant-première » l'agenda de planification écologique et ses 7 milliards supplémentaires investis du gouvernement avant les annonces officielles par le Président de la République le 25 septembre.

Ce type de format permet également à Emmanuel MACRON **d'user de ses prérogatives de Chef d'Etat, et de rester au centre du jeu politique en consultant les oppositions,** et en en faisant émerger des propositions plus consensuelles, mais selon ses propres règles.

Qu'en pense l'opposition ?

Les différentes oppositions ayant participé, même si elles ont toutes accepté de se rendre à une prochaine rencontre, **sont mitigées sur l'utilité de ce format,** mais veulent se montrer **toutefois raisonnablement optimistes sur la possibilité d'en faire émerger des propositions viables,** voire des consensus sur certains chantiers à mener. Néanmoins, à gauche comme à droite, **les leaders politiques réclament désormais des "annonces rapides" du président pour "traduire concrètement" cette réunion.**

LES ÉCHOS DES ÉCHANGES

Emmanuel MACRON
Président de la République

Une semaine suivant la rencontre, le chef de l'Etat a envoyé une lettre à tous les participants synthétisant l'ensemble des échanges, en leur donnant un nouveau rendez-vous à l'automne.

- Sur la **situation internationale,** le Président a repris dans sa lettre **le soutien unanime à l'Ukraine,** et la tenue d'un débat au Parlement sur **les évènements actuels en Afrique**, et ce à chaque fois que l'actualité le nécessitera.

- Sur **la situation intérieure**, le Président est revenu plus en détails sur les propositions de plusieurs participants au sujet de la **déconcentration de l'Etat, pour rendre son action plus lisible et plus efficace aux yeux des citoyens,** avec des compétences et des responsabilités mieux identifiées. Il y écrit notamment que « la piste d'une expérimentation locale (qui supposerait une réforme constitutionnelle) ou différenciation, ou tout au moins d'un vrai pouvoir de dérogation locale a été abordée pour renforcer l'efficacité du couple Maire-Préfet ». Sur cette question, le Président indique avoir demandé à la Première ministre de lui soumettre des « décisions concrètes » à prendre sous un mois, et « **d'ouvrir la discussion sur la base de celles-ci » lors de leurs prochaines rencontres.**

- **Au sujet de la décentralisation,** le Président a retenu la proposition commune à plusieurs participants de mettre en place un conseiller territorial fusionnant département et région. Il a reconnu que la **« nécessité d'une plus grande clarté et proximité des décisions dans le champ de l'action publique »** s'est dessinée assez clairement pendant la conversation, en avançant que « les compétences, la responsabilité et le financement doivent aller de pair ». Une façon de répondre au « mille-feuilles administratif » où selon le Président, **« la compétence a été décentralisée, mais pas la responsabilité »,** ce qui freinerait l'efficacité des collectivités territoriales et brouille la compréhension des usagers.

ON FAIT LE POINT

Le CNR ? C'EST QUOI ?

A l'initiative du Président de la République, le **Conseil National de la Refondation** a été lancé en **septembre 2022** par la Première ministre.

Inspiré de projets similaires menés en Grande-Bretagne, au Portugal ou aux Pays-Bas, le projet visait à consulter très largement les acteurs des territoires de différents secteurs (Logement, Santé, Education, Bien Vieillir, Numérique, Climat et Biodiversité…) **pour faire remonter des projets sectoriels vers l'Etat à travers les administrations.**

Le CNR voulait également devenir un **« nouvel objet politique »,** pour chercher une forme de renouvellement des institutions, en associant les citoyens, les élus locaux et les acteurs privés représentatifs (fédérations, associations, entreprises…) à la décision publique. Un véritable renversement de mentalité à rebours de la tradition jacobine française d'élaboration « descendante » des politiques publiques.

QUEL BILAN POUR LE CNR ?

CONSEIL NATIONAL DE LA REFONDATION

Au bout d'une année de nombreuses consultations, et alors qu'un point d'étape des CNR territoriaux a été mené par la Première ministre le 7 septembre dernier, **le bilan du concept semble inégal.**

Si le **CNR Education a fait l'objet d'un véritable engouement**, avec la participation de plus de 17000 établissements scolaires et près de 4831 projets, **celui dédié au Logement a semblé montrer des difficultés** à faire accoucher d'une feuille de route claire et partagée par ses professionnels. En cause, un manque de relais dans les territoires, ou un « filtre administratif » de remontée des projets ?

Il est donc à noter **un changement de méthode radical** en à un peine une année, alors même que le CNR est encore en cours. Le Président, de culture politique centralisatrice et "jupitérienne" avait surpris son entourage en lançant une consultation citoyenne « bottom-up » de grande ampleur, à rebours de ses positions antérieures.

Les **rencontres de Saint-Denis,** qui resserrent la discussion autour d'un nombre restreint de leaders politiques, semble redonner la part belle à la démocratie représentative mais aussi aux partis « traditionnels », en contradiction avec ce dépassement des clivages prôné par le candidat MACRON de 2017.

Pourtant, on constate même une forme de **« télescopage » des méthodes,** puisque dès le lendemain de la présentation de son agenda de planification écologique en « format Saint-Denis », la Première ministre l'a également présenté aux membres du CNR, le 19 septembre.

Une nouvelle forme de « en même temps » ?

Crédit photo : TF1

AGENDA & SUJETS CLES

Première quinzaine d'octobre : Conférence sociale sur les minima sociaux au Conseil Economique, Social et Environnemental

A l'automne : Prochaine rencontre de Saint-Denis à la Légion d'Honneur de Saint-Denis (précisions à venir)

LES THÈMES À SUIVRE

#INSTITUTIONS

- Déconcentration et décentralisation de l'Etat
- Statut et revalorisation des indemnités des élus locaux
- Extension du champ d'application du referendum (art. 11)

#CONFÉRENCE SOCIALE

- Trappes à bas salaires
- Revalorisation des minima sociaux en deçà du SMIC dans certaines branches
- Egalité professionnelle (issue d'une transposition de directive européenne)

SEANCE PUBLIQUE, TOUJOURS UN OEIL SUR LE PARLEMENT !

SEANCE PUBLIQUE vous aide à décrypter l'actualité politique et à comprendre l'écosystème parlementaire et gouvernemental. Fort d'une expérience de plus de 20 ans, notre cabinet de conseil vous propose un accompagnement personnalisé au travers de notes, de cartographies, de veilles sectorisées, mais également dans votre stratégie d'affaires publiques et dans la constitution de votre réseaux d'alliés.

Pour vous ou votre équipe, nous réalisons également des formations thématiques tout au long de l'année sous forme de Master Classes ou de formations sur-mesure.

REJOIGNEZ L'AVENTURE SEANCE PUBLIQUE !

Contact : Kheidi BENTAMRA, Directrice Conseil - kbentamra@seance-publique.com

" Séance Publique, le dialogue expert avec les élus ! "

RGPD : Conformité SEANCE PUBLIQUE articles 14 et 28 RGPD en lien sur le site SEANCE PUBLIQUE.
SEANCE PUBLIQUE - 2-4 rue de Saint Simon – 75007 PARIS – 01 45 44 50 95 – www.seance-publique.com